

LES ENTREPRISES FACE AUX CRISES : DE LA CRISE SANITAIRE AUX CONSÉQUENCES DE LA CRISE UKRAINIENNE



Conférence dans le cadre du
partenariat signé en 2020 entre
l'IAE Nantes et la Banque de France

FRÉDÉRIC VISNOVSKY

**MÉDIATEUR NATIONAL DU CRÉDIT
PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DU FINANCEMENT DES ENTREPRISES**

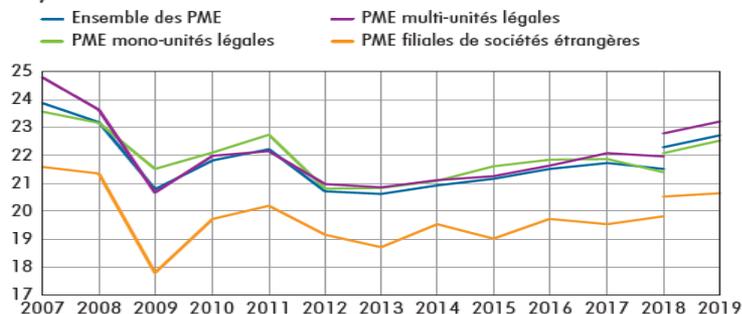
NANTES, 12 OCTOBRE 2022

1 – LA CRISE SANITAIRE (1/12)

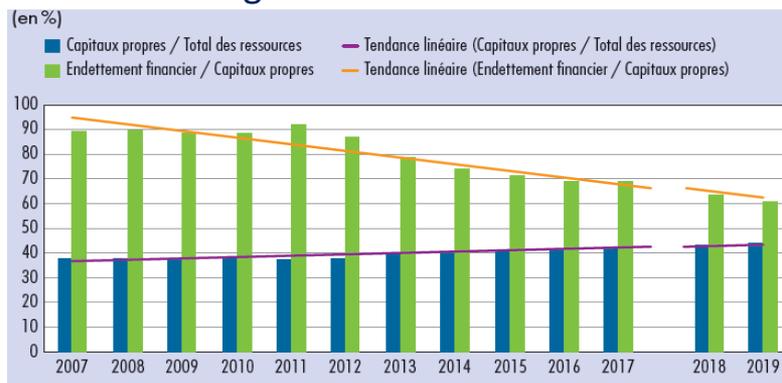
DES FONDAMENTAUX SOLIDES AVANT CRISE

1 - Le **taux de marge des entreprises** en progression continue depuis dix ans, les PME ayant pratiquement retrouvé leurs niveaux de rentabilité d'avant la crise de 2008

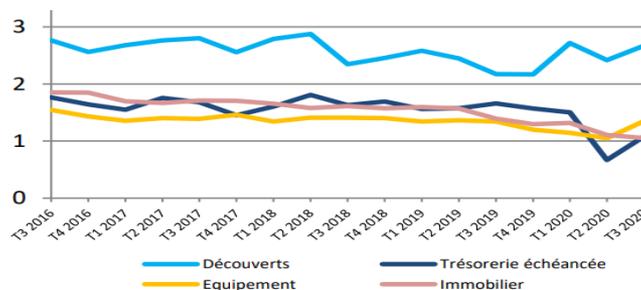
G7 Taux de marge des PME, par structure d'entreprise
(en %)



2 - Une amélioration globale de la situation de **fonds propres** des TPE et des PME, même si un tiers des TPE présentaient des structures financières dégradées

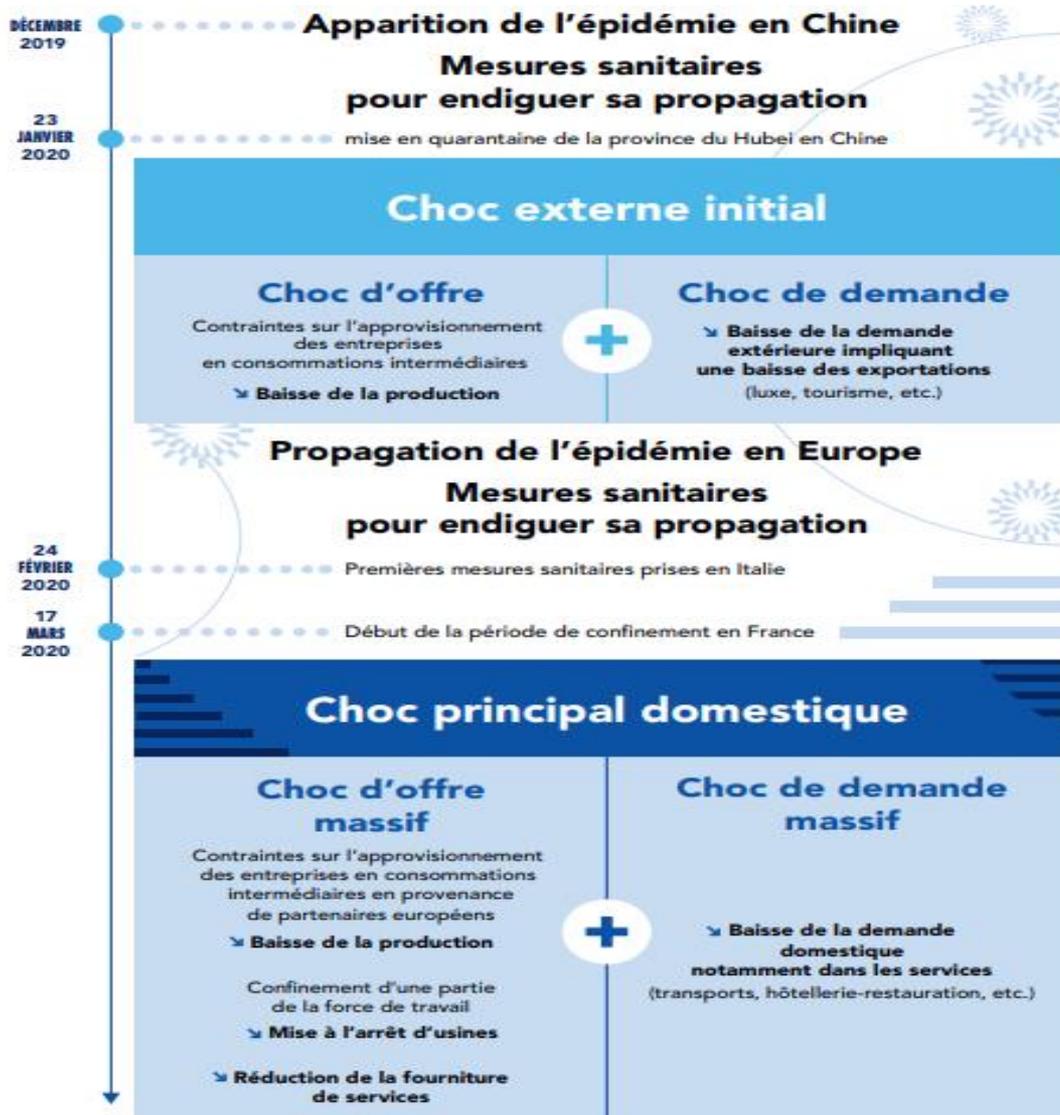


3 - Un accès au crédit à des **taux bas**



1 – LA CRISE SANITAIRE (2/12)

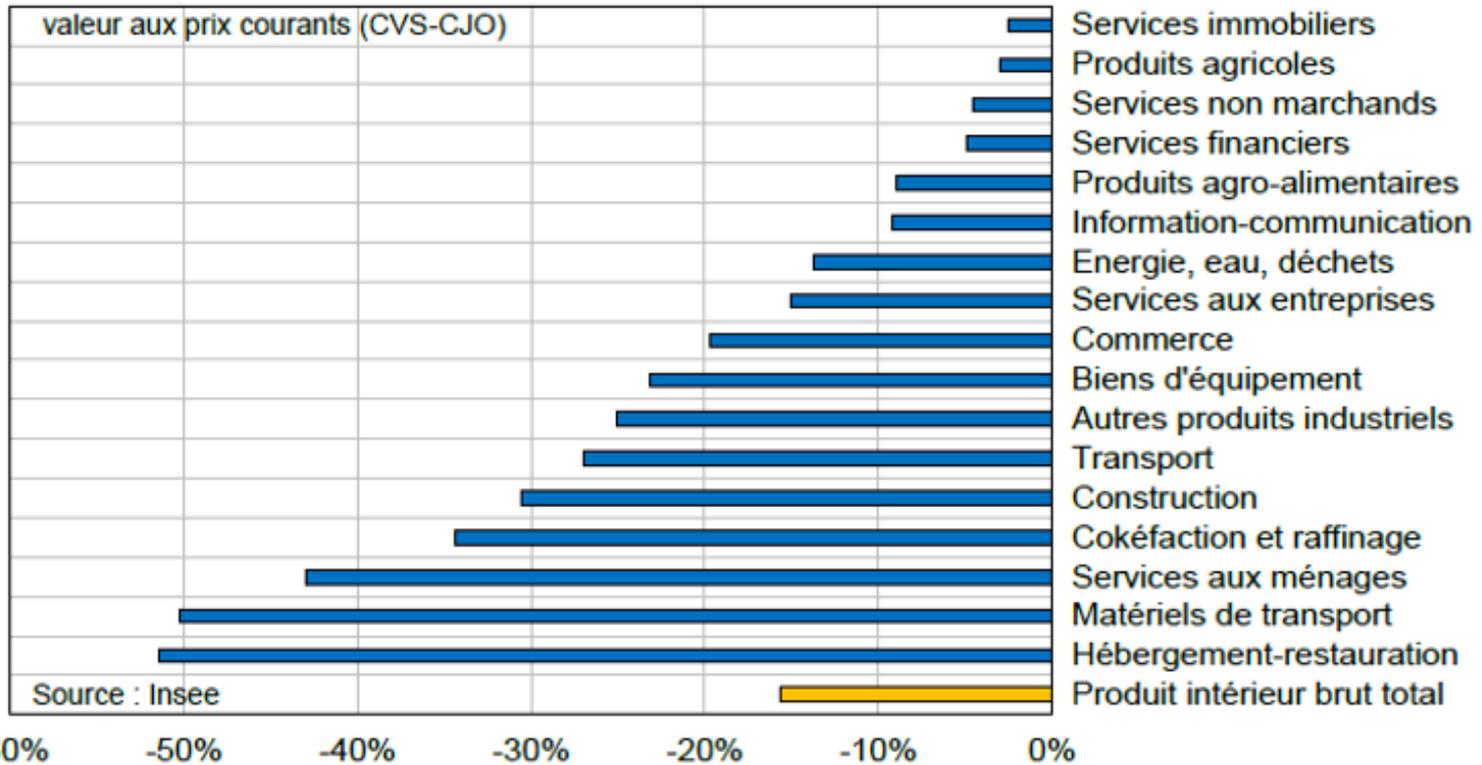
UN CHOC MAJEUR POUR L'ÉCONOMIE RÉELLE



1 – LA CRISE SANITAIRE (3/12)

TOUS LES SECTEURS SÉVÈREMENT TOUCHÉS

Evolution de la valeur ajoutée par branche
entre le 4^e trimestre 2019 et le 2^e trimestre 2020



Source : Insee



1 – LA CRISE SANITAIRE (4/12)

DES RÉPONSES MASSIVES FACE À UN CHOC DE GRANDE AMPLEUR

Un choc sans précédent pour le compte d'exploitation des entreprises. Selon les secteurs, le choc se matérialise par une difficulté à maintenir le niveau de production normal en raison d'une combinaison de

- (1) fermetures administratives,
- (2) baisse de la productivité
- et (3) chute de la demande.

La chute du chiffre d'affaires, combinée à l'existence de coûts fixes, se répercute sur la trésorerie et sur le résultat des entreprises.

- Une réponse massive de **politique monétaire**

- Une réponse flexible des **superviseurs** pour s'assurer que les banques soient en mesure de financer les entreprises

- Une réponse massive des **États** pour :
 - Soulager les coûts (activité partielle, fonds de solidarité)
 - Renforcer la trésorerie (reports de charges, Prêts Garantis par l'État)

1 – LA CRISE SANITAIRE (5/12)

UN SOUTIEN MASSIF POUR UNE REPRISE RAPIDE

QUOI QU'IL EN COÛTE

- Maintenir les activités et les emplois



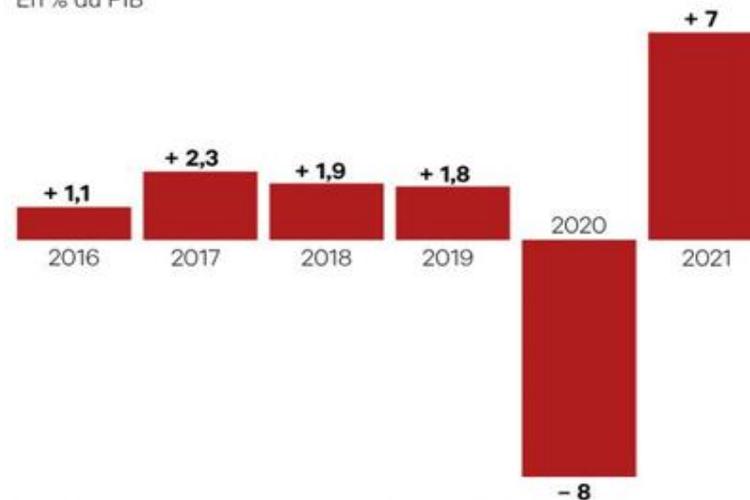
En Milliards

Soutien à la trésorerie des entreprises	235
Prise en charge des coûts	
▪ Activité partielle	35
▪ Fonds de solidarité, couts fixes...	40
Endettement	
▪ Report de charges fiscales et sociales	20
▪ Prêts Garantis par l'État	140

UNE CHUTE RAPIDE D'ACTIVITÉ UNE REPRISE VIGOUREUSE

La croissance de la France

En % du PIB



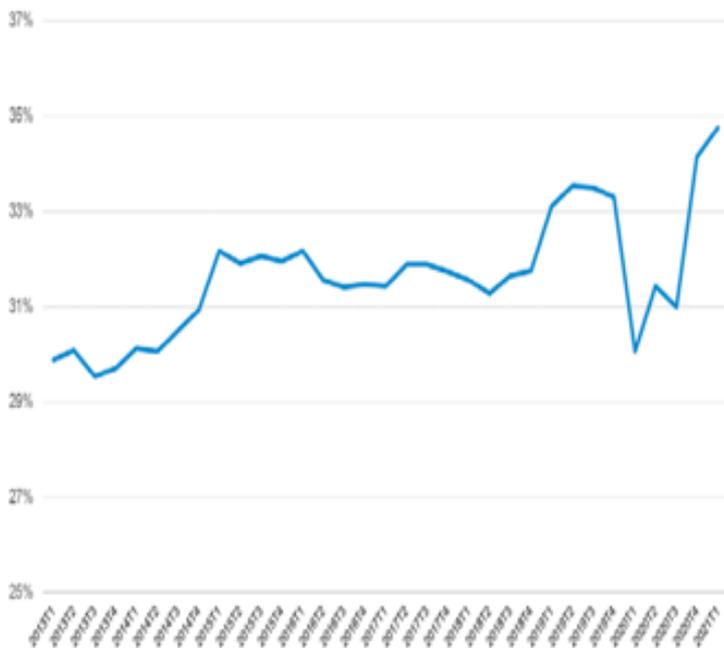
Régime temporaire européen des aides d'État jusqu'au 30 juin 2022

1 – LA CRISE SANITAIRE (6/12)

UNE BONNE RÉSILIENCE DES ENTREPRISES FACE À LA CRISE

1 – Une bonne tenue du **taux de marge**

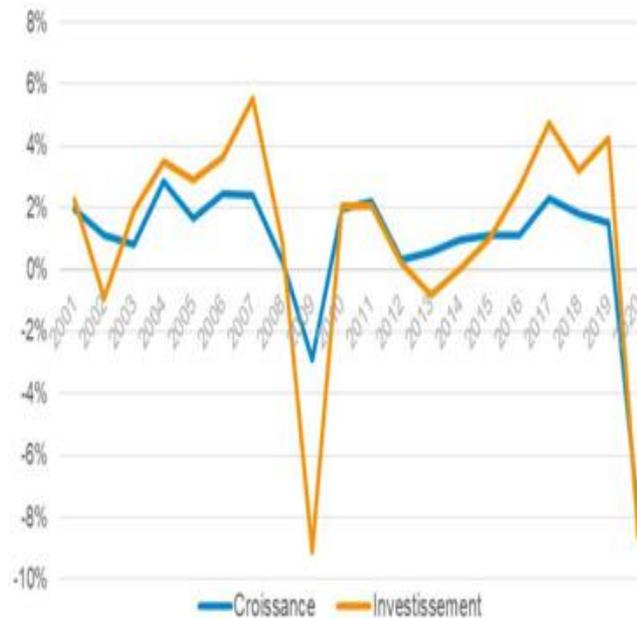
Taux de marge des sociétés non financières, T12013 – T12021



Source : Insee

2 – Une baisse de l'**investissement** moins forte qu'attendue

Cycle économique et investissement (variation annuelle en volume)



Source : Insee

1 – LA CRISE SANITAIRE (7/12)

UNE BONNE RÉSILIENCE DES ENTREPRISES FACE À LA CRISE

4 - En 2021, le chiffre d'affaires des PME augmente de 11,2 % sur un an, entraînant un redressement de leur taux de marge et de leur rentabilité.

5 - Un important renforcement des capitaux propres, qui augmentent de plus de 10 %.

Variation du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des PME



Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2022).

G6 Taux de croissance des capitaux propres et contributions de ses composantes

(taux de variation en %, contributions en points de pourcentage)



Champ et note : Cf. tableau.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2022).

Source : [Bulletin de la Banque de France n° 242 - Article 3 - Septembre 2022](#)

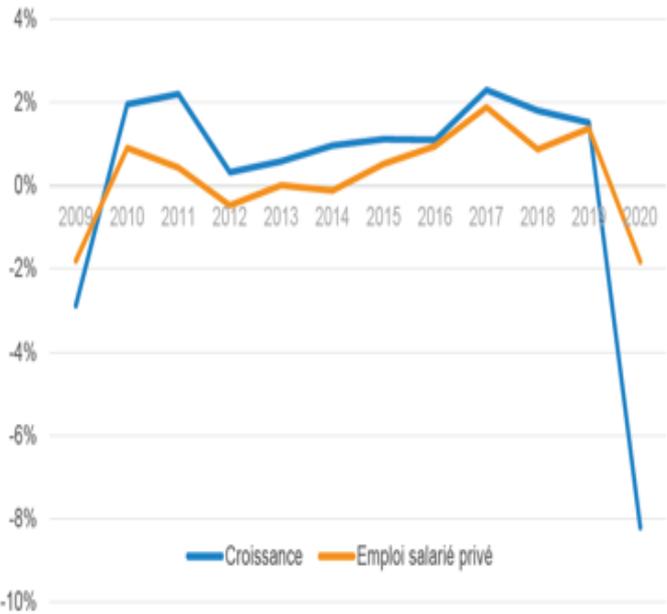


1 – LA CRISE SANITAIRE (8/12)

UNE BONNE RÉSILIENCE DES ENTREPRISES FACE À LA CRISE

6 – Le choc sur l'emploi amorti par l'activité partielle

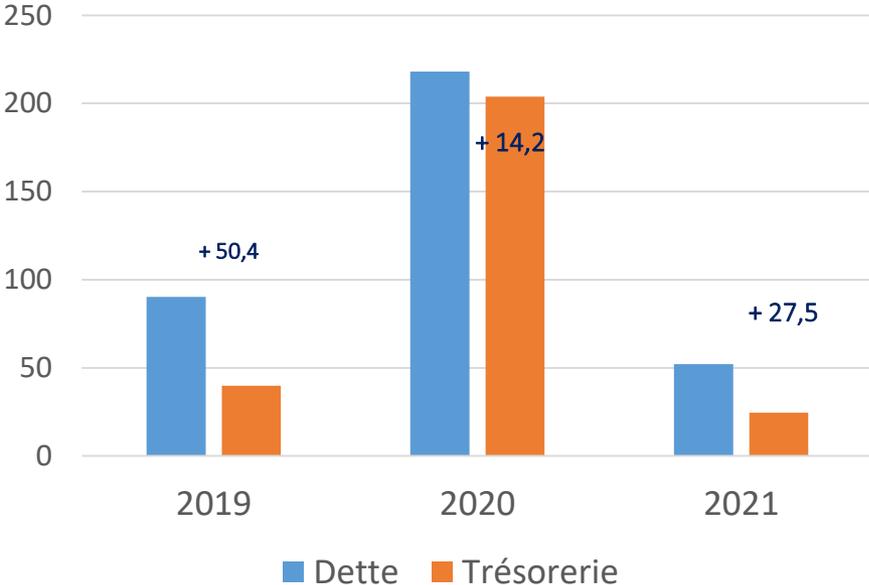
Évolution de l'emploi salarié privé et de l'activité (variation annuelle)



Source : Insee

7 – Un endettement contenu

Variation annuelle de la dette et de la trésorerie des entreprises (en milliards d'euros)

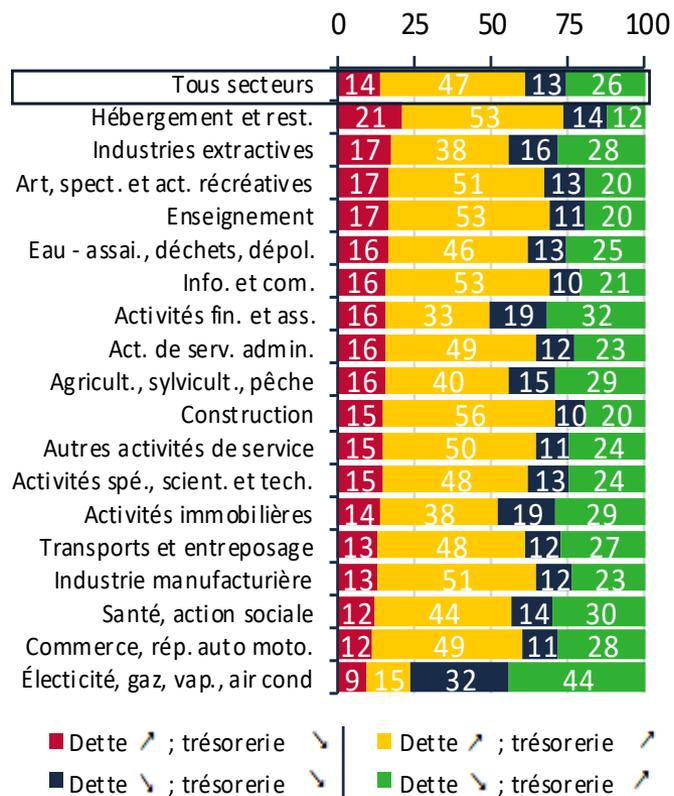


Source : Banque de France

1 – LA CRISE SANITAIRE (9/12)

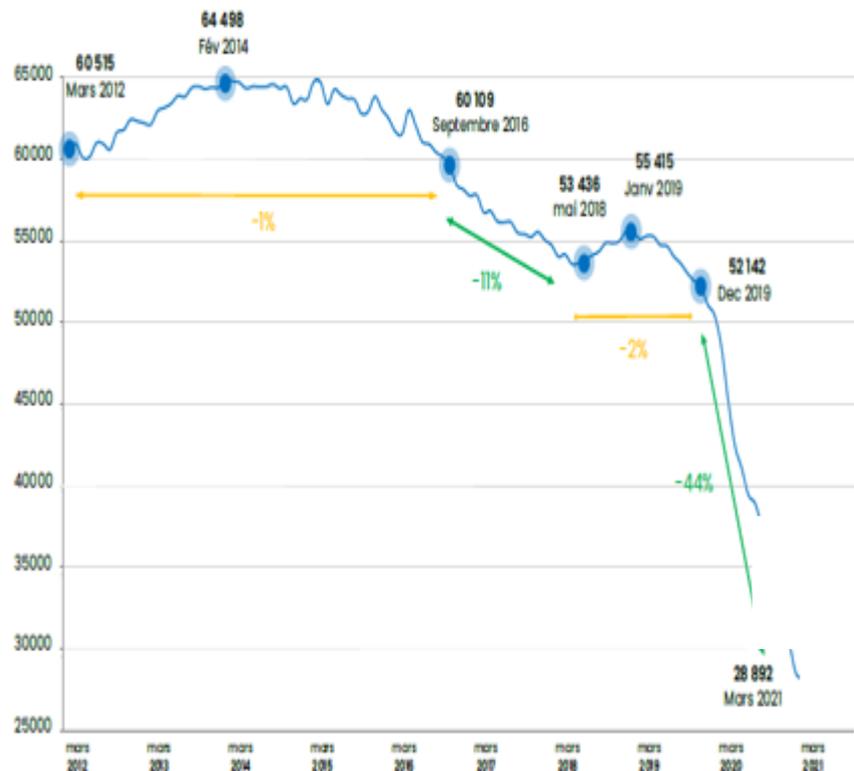
UNE BONNE RÉSILIENCE DES ENTREPRISES FACE À LA CRISE

8 – Des situations d'endettement différenciées selon les secteurs



Source : Banque de France

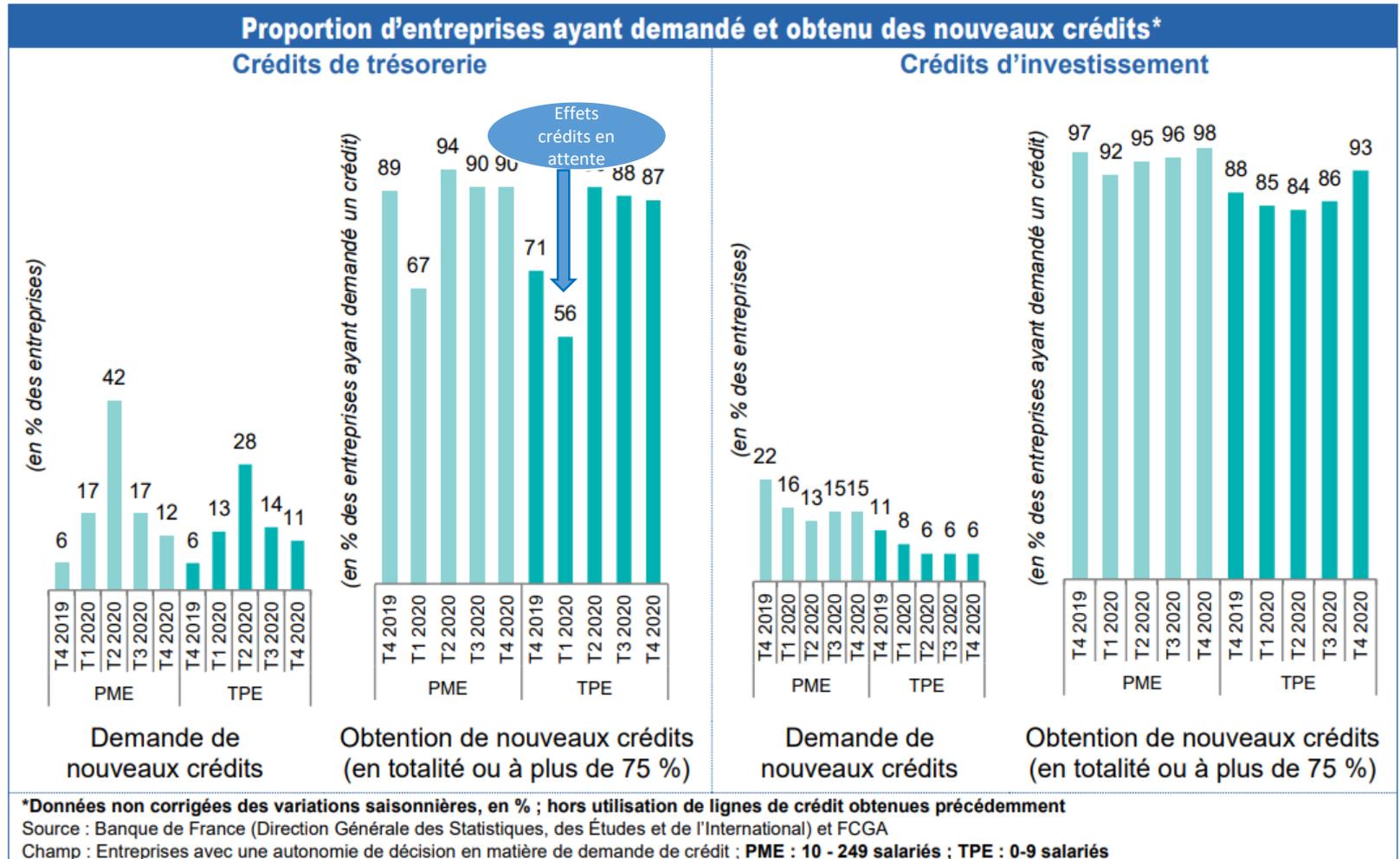
9 – Des défaillances d'entreprises contenues



Source : ALTARES

1 – LA CRISE SANITAIRE (10/12)

UNE DEMANDE DE CRÉDITS LARGEMENT ASSURÉE



QUOI ?

QUI ?

COMMENT ?

DÉTECTER

de manière
anticipée les
fragilités financières

ORIENTER

les entreprises en
situation de fragilité
vers le meilleur
dispositif

PROPOSER

à chaque entreprise
une solution adaptée
à sa situation

Référence : Le plan d'action sur l'accompagnement des entreprises en sortie de crise



1 – LA CRISE SANITAIRE (12/12)

UNE MOBILISATION DES EXPERTISES POUR FOURNIR UN DIAGNOSTIC OPÉRATIONNEL

DÉTECTER

Institutions
publiques

DGE/Banque de France/DGEFP/DGFIP : utilisation d'un modèle prédictif « signaux faibles »

Banque de France utilise ses informations pour contribuer au diagnostic



Les entreprises peuvent bénéficier d'un diagnostic OPALE pour comparer les performances avec le secteur d'activité et évaluer les décisions à travers les simulations

Experts comptables

Sans surcoût un diagnostic simple et rapide

Commissaires aux comptes

Un diagnostic gratuit et une mission contractuelle de prévention

Établissements bancaires

Un rendez-vous de sortie de crise

CCI et CMA

Une sensibilisation personnalisée aux difficultés financières

Greffiers des tribunaux

Des outils d'autodiagnostic des difficultés et d'alerte précoce

Administrateurs et mandataires judiciaires

Un diagnostic gratuit et des pistes de traitement

Avocats

Une liste de points de vigilance

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

	2019	2020	2021	2022	2023 ^{a)}	2024
PIB réel	1,9	-7,9	6,8	2,6	{ 0,8 ; -0,5 }	1,8
IPCH ^{b)}	1,3	0,5	2,1	5,8	{ 4,2 ; 6,9 }	2,7

Source : Banque de France – projections macroéconomiques – septembre 2022

Les incertitudes particulièrement élevées, en particulier sur le prix et l’approvisionnement en gaz, et sur les mesures tarifaires pour y faire face, conduisent la Banque de France à présenter **une fourchette de prévision pour l’année 2023**

L’activité suite à la guerre russe en Ukraine, serait marquée entre 2022 et 2024 par un cycle **Résilience – Ralentissement – Reprise**

L’**inflation** connaîtrait son pic d’ici début 2023 dans un contexte de tensions persistantes sur les prix de l’énergie, avant de revenir vers 2 % d’ici fin 2024

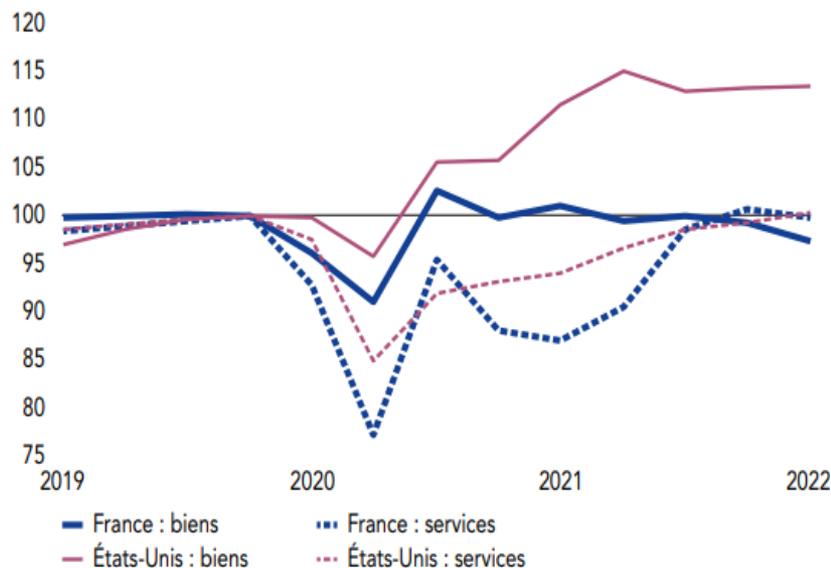
2 – LA CRISE UKRAINIENNE (2/12)

UNE INFLATION AUX ORIGINES MULTIFORMES

1 – Une reprise rapide de l'activité avec un emballement aux États-Unis

Graphique 2 Consommation de biens et services en France et aux États Unis

(base 100 = T4 2019)

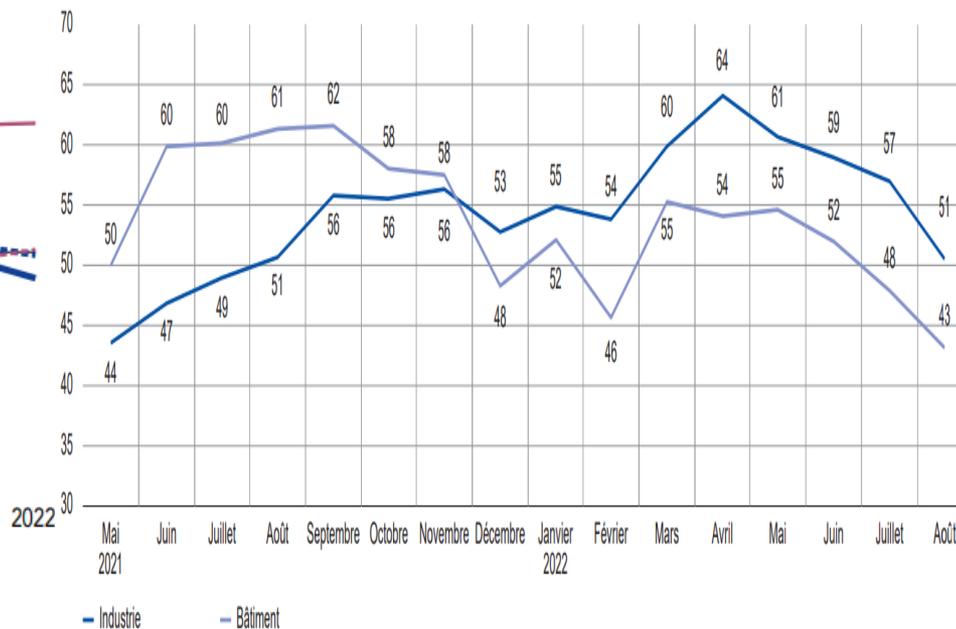


Source : OCDE (dernières données à T1 2022).

2 – Des difficultés d'approvisionnement liées à la reprise et amplifiées avec l'Ukraine

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

(en%, données brutes)



Source : Banque de France

Point sur la conjoncture française à début septembre 2022

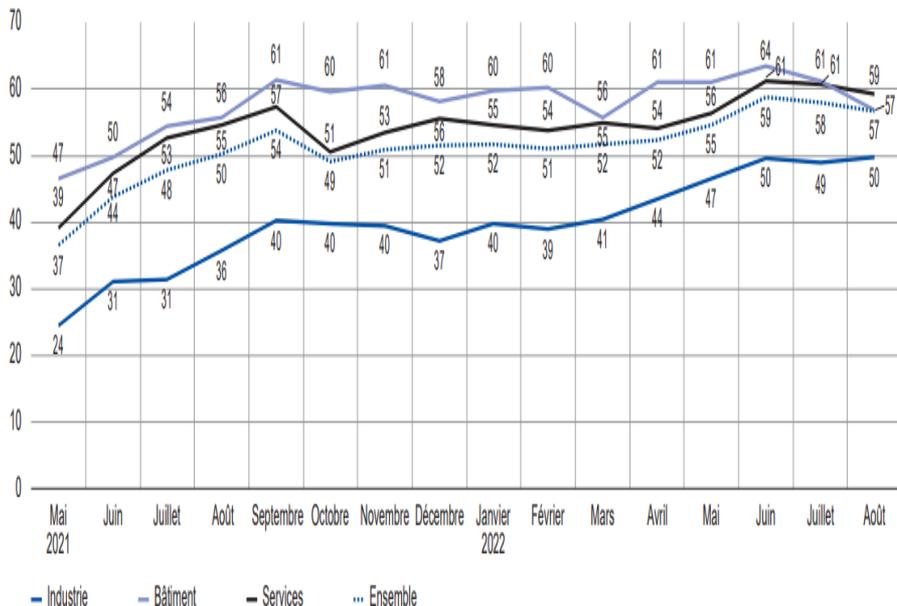
2 – LA CRISE UKRAINIENNE (3/12)

UNE INFLATION AUX ORIGINES MULTIFORMES

3 – Des pénuries de main-d'œuvre

Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en%, données brutes)



Source : Banque de France
Point sur la conjoncture française à début septembre 2022

Parmi ces dirigeants cherchant à recruter (soit 51 % du panel interrogé) :



94 %

éprouvent des difficultés à recruter le bon profil. L'absence de candidats est la première raison évoquée (74 %) devant le manque de compétences (47 %).

• Maintien des salariés existants



24 %

des dirigeants interrogés ayant au moins un salarié dans leur entreprise, sont confrontés à un turn-over important.

Les principales raisons de ce turn-over (plusieurs réponses possibles) :



Souhait des salariés de se consacrer à autre chose qu'à leur vie professionnelle

53 %



Souhait des salariés de changer de secteur d'activité

51 %



Souhait des salariés d'aller travailler chez un concurrent plus offrant

30 %



Souhait des salariés de créer leur activité

16 %

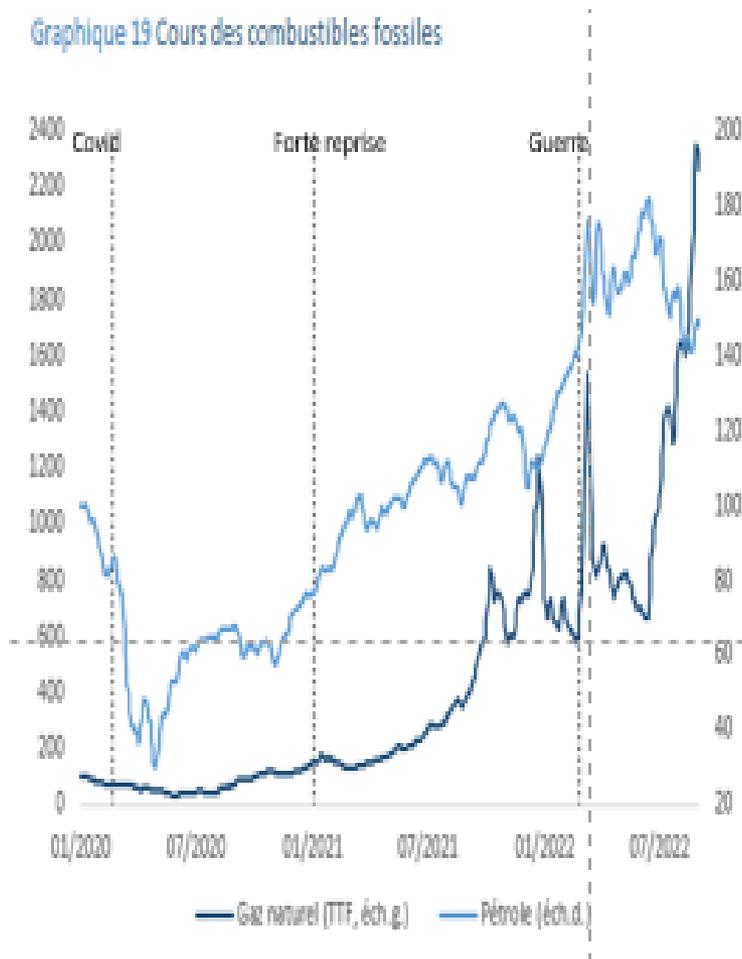
Source : CPME – Enquête de conjoncture – Juillet 2022

2 – LA CRISE UKRAINIENNE (4/12)

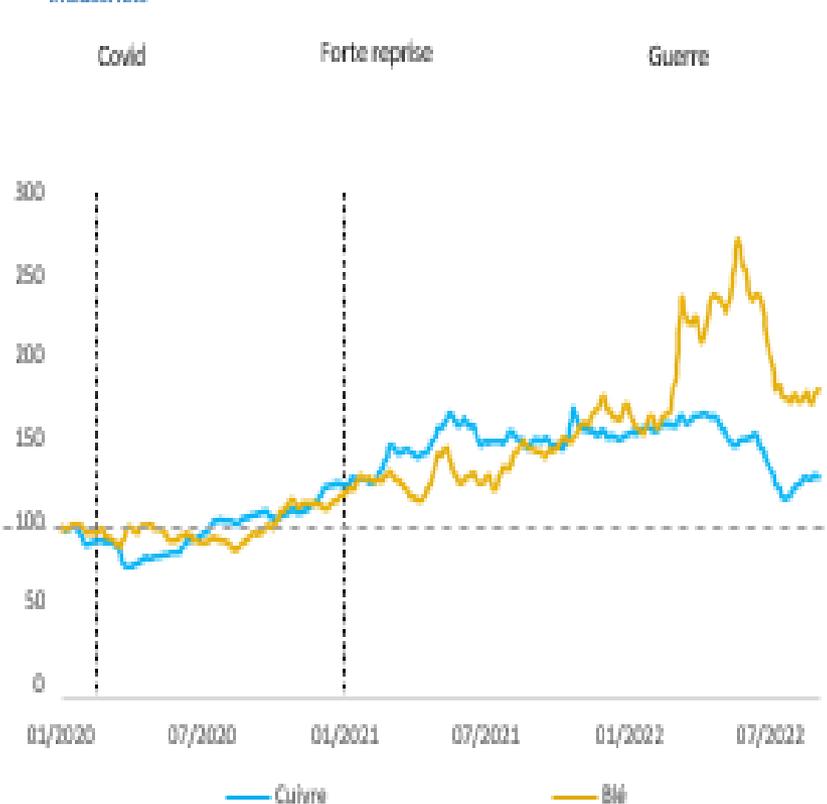
UNE INFLATION AUX ORIGINES MULTIFORMES

4 – Hausse du prix des **combustibles** et des **matières premières**

Graphique 19 Cours des combustibles fossiles



Graphique 20 Indices des prix des matières agricoles et métaux industriels

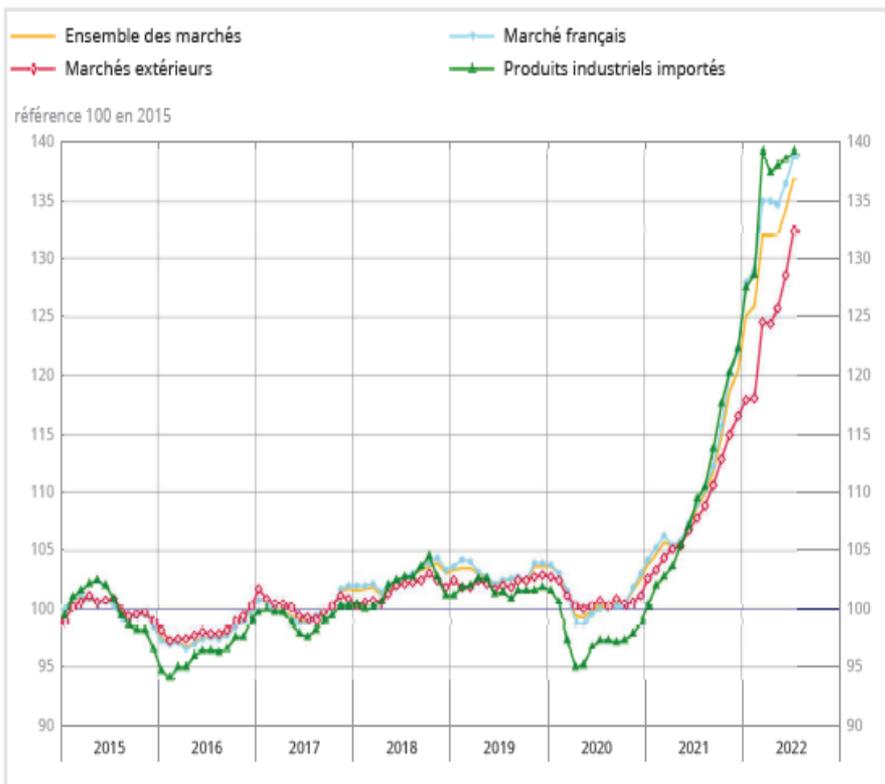


2 – LA CRISE UKRAINIENNE (5/12)

UNE INFLATION AUX ORIGINES MULTIFORMES

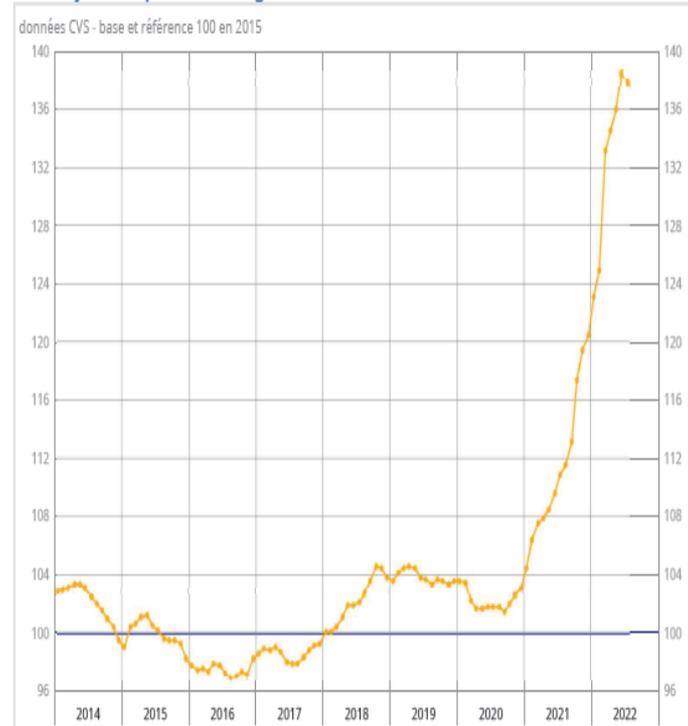
5 – Une hausse des prix à la production

Indices de prix de l'ensemble de l'industrie



Source : Insee

Prix d'achat des moyens de production agricole



Sources : Insee, SSP (ministère chargé de l'agriculture)

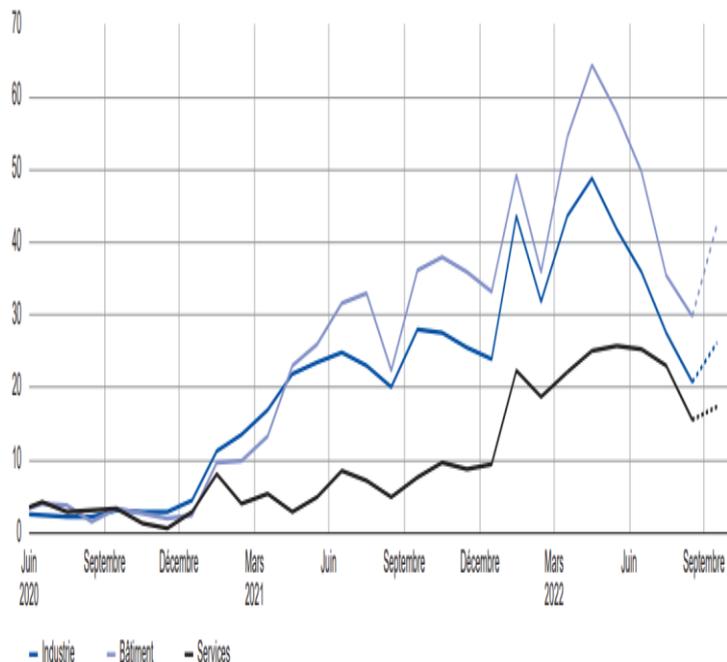
2 – LA CRISE UKRAINIENNE (6/12)

UNE INFLATION AUX ORIGINES MULTIFORMES

6 – Une hausse des prix de vente

Proportion de chefs d'entreprise ayant augmenté leurs prix de vente, par grand secteur

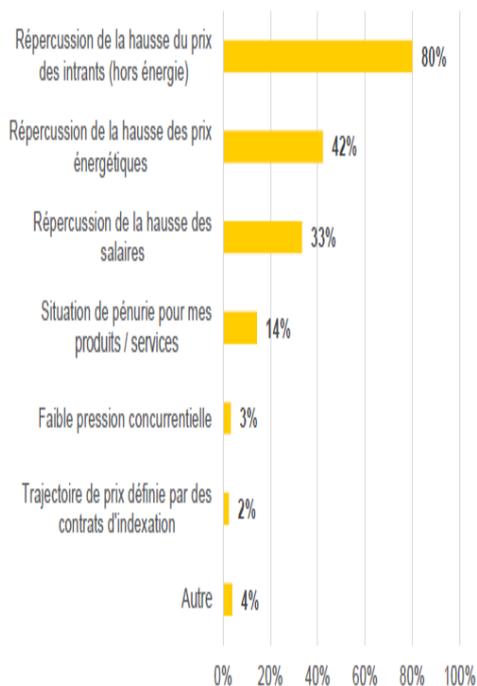
(en%, données brutes; pour septembre : prévision)



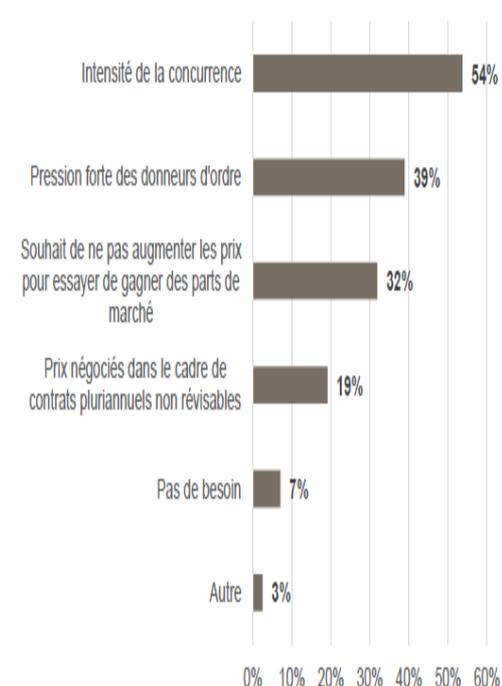
Source : Banque de France

Point sur la conjoncture française à début septembre 2022

Principales motivations de hausse des prix



Principales raisons de non augmentation / baisse des prix



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode (mai 2022)

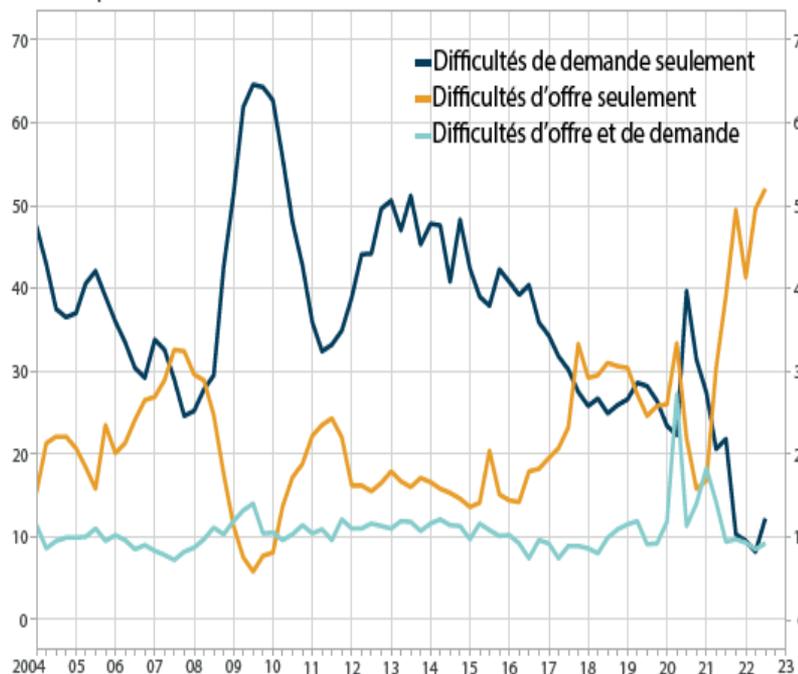
2 – LA CRISE UKRAINIENNE (7/12)

DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES

1 – Un choc d'offre

► 1. Difficultés d'offre et de demande dans l'industrie manufacturière

% d'entreprises déclarant de telles difficultés



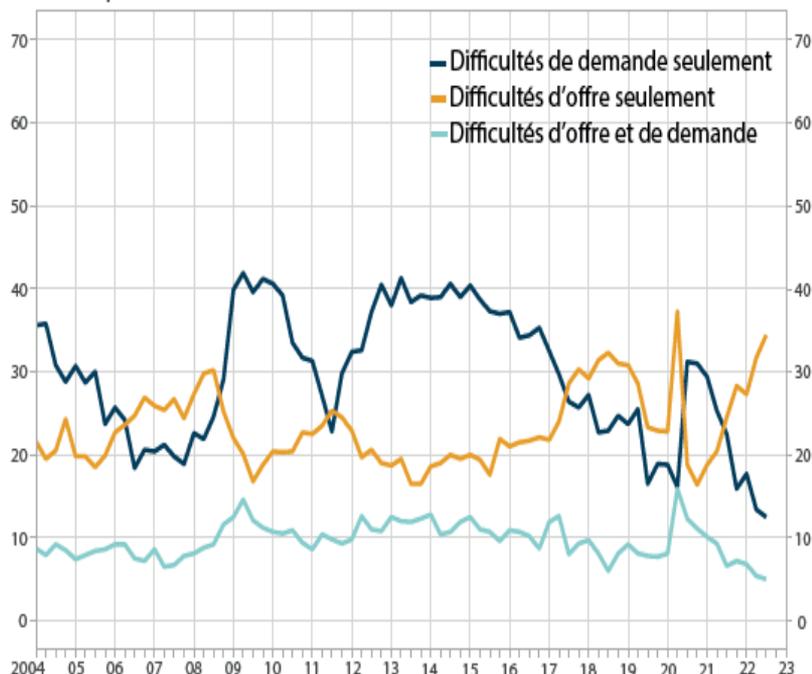
Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires.

Dernier point : juillet 2022.

Source : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie

► 2. Difficultés d'offre et de demande dans les services

% d'entreprises déclarant de telles difficultés



Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires.

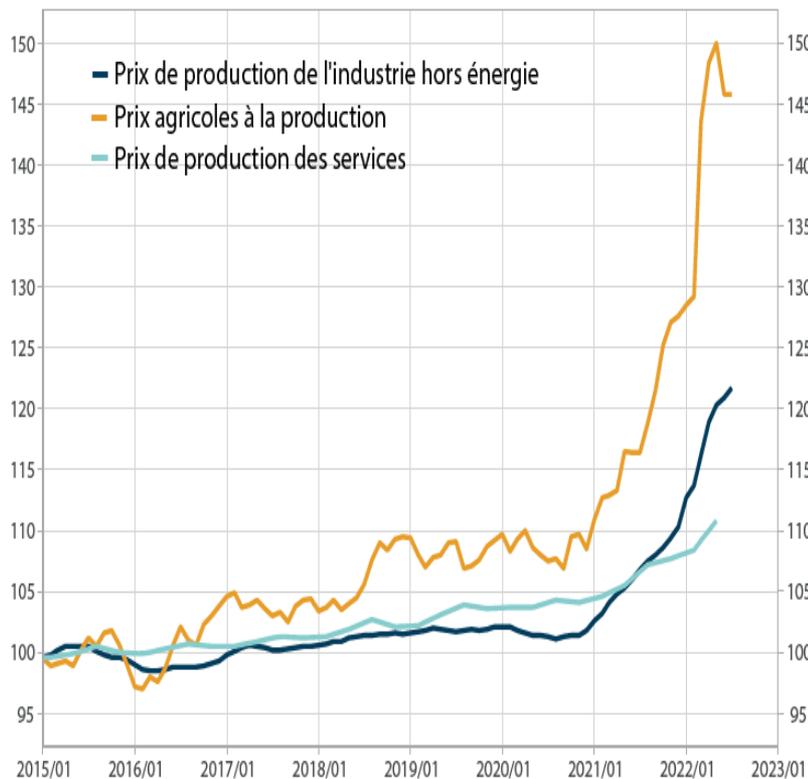
Dernier point : juillet 2022.

Source : Insee, enquêtes de conjoncture dans les services

2 – LA CRISE UKRAINIENNE (8/12)

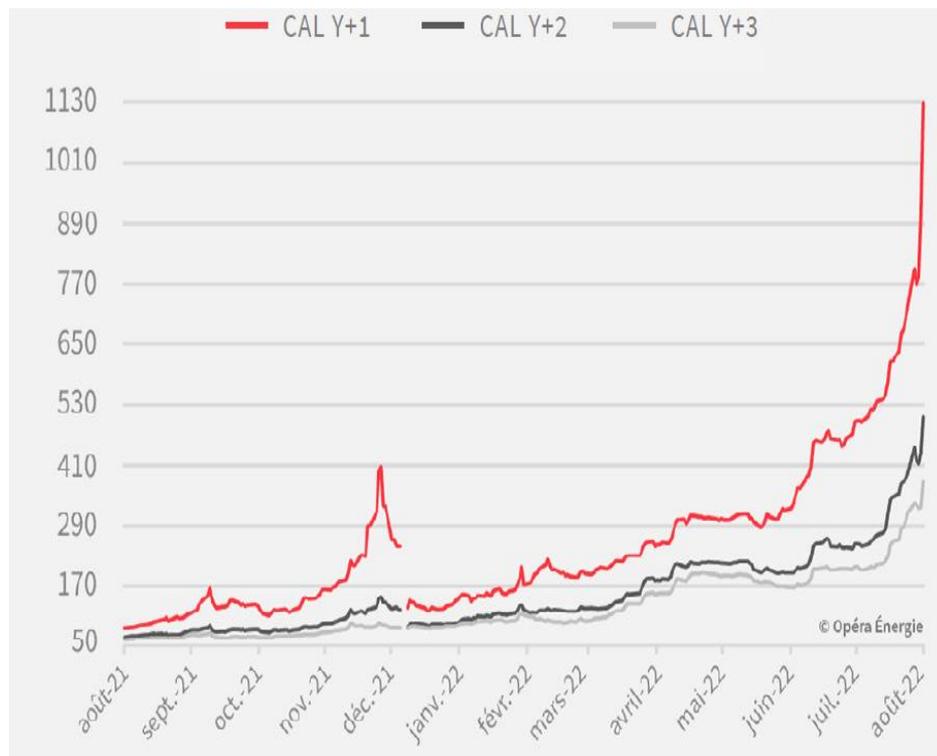
DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES

2 – Faire face à l'explosion des prix à la production



Source : INSEE point de conjoncture de septembre 2022

3 – Le défi du coût de l'électricité

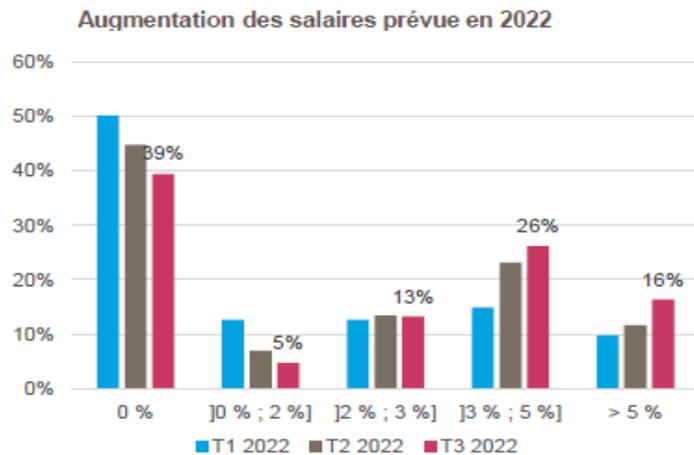
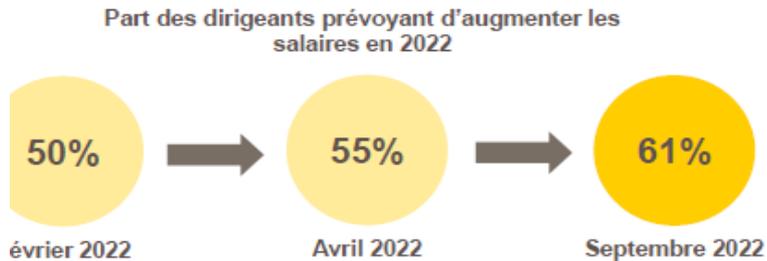


Source : Baromètre Opera Energie

2 – LA CRISE UKRAINIENNE (9/12)

DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES

4 – La pression sur les salaires

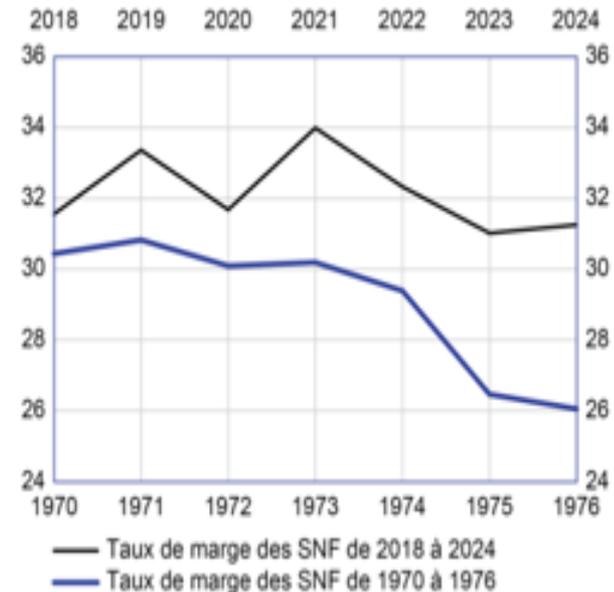


Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode (septembre 2022)

5 – La pression sur les marges

Taux de marge des sociétés non financières, comparaison avec les années 1970

(en % de la valeur ajoutée)



Source : Banque de France – projections macroéconomiques – Juin 2022

2 – LA CRISE UKRAINIENNE (10/12)

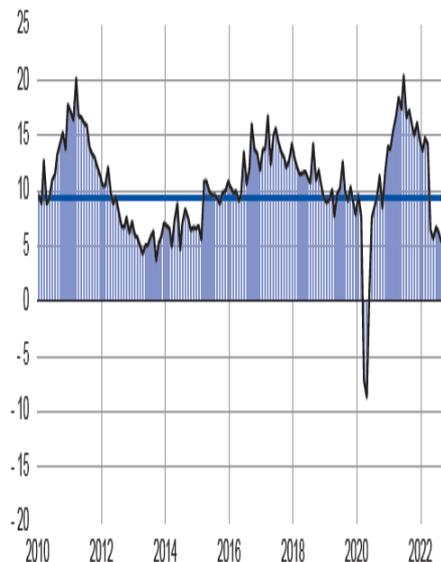
DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES

6 – La trésorerie sous tension

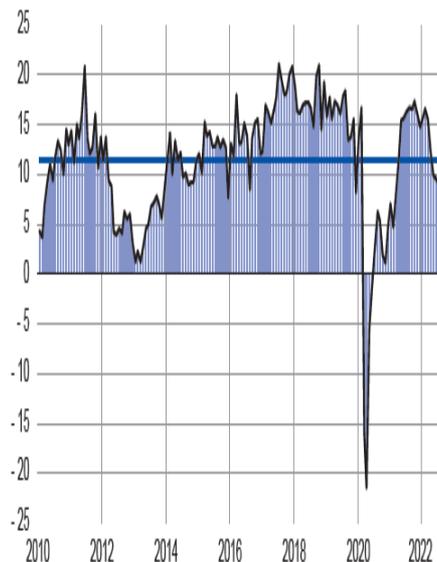
Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



■ Moyenne mensuelle — Moyenne sur 15 ans

Source : Banque de France (Point sur la conjoncture française à début septembre 2022)

7 – Des retards de paiement maîtrisés mais qui risquent de se détériorer

Comparaison France / Europe de l'évolution des retards de paiement des structures publiques et privées depuis 10 ans



Source : Altares

● Europe
● France

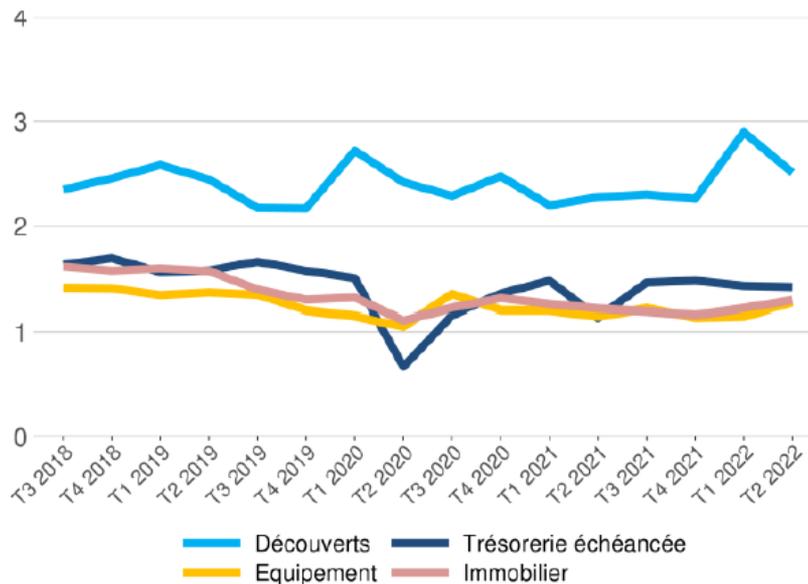
2 – LA CRISE UKRAINIENNE (11/12)

DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES

8 – Des **taux d'intérêt** qui restent inférieurs au niveau d'inflation avec un **impact maîtrisé** sur l'endettement

Taux moyen des crédits par objet

(en %)



Part des crédits à taux variable

		Crédits < 1 an	Crédits > 1 an
Dans l'encours	32 %	57 %	29 %
Dans les nouveaux crédits	43 %	42 %	34 %

Part des crédits exposés à une remontée des taux (crédits à taux variable et crédits court terme à taux fixe)

Dans l'encours	36 %
Dans les nouveaux crédits	54 %

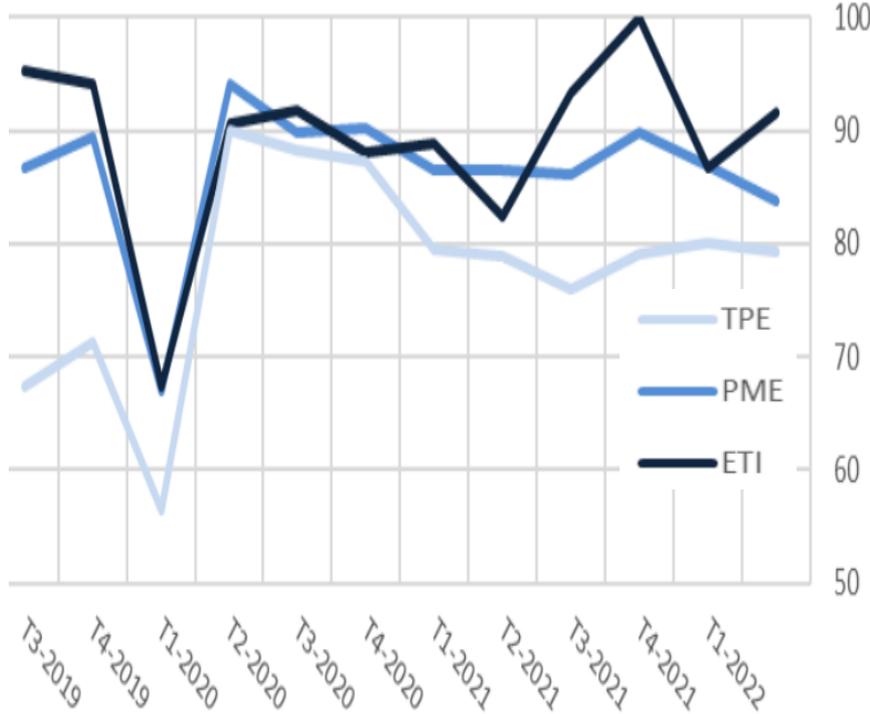
Source : Banque de France

2 – LA CRISE UKRAINIENNE (12/12)

DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES

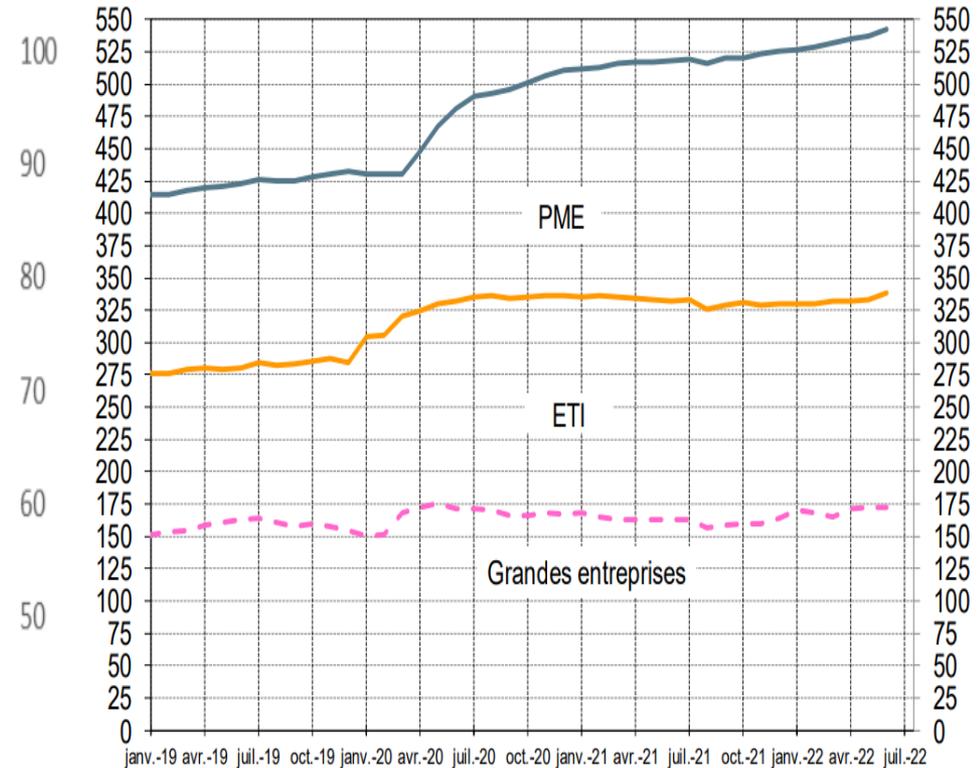
9 – Un accès au crédit maintenu

Obtention de crédits de trésorerie en % des entreprises ayant demandé ce type de crédit (en totalité ou à plus de 75 %)



10 – Une dynamique du crédit

Encours de crédits
(crédits mobilisés, en milliards d'euros)



Source : Banque de France